

Quand les ménagères se font militantes: la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, 1905-1980

Sylvie Murray

TRAVAILLEUSES, ORGANISATRICES syndicales et réformistes féministes bourgeoises sont les personnages féminins généralement mis en scène dans l'histoire du mouvement ouvrier nord-américain.* Dans ce tableau, une grande absente: la ménagère. Celle dont la sphère d'activité principale est, dit-on, l'univers domestique, a pourtant contribué de façon active à la lutte syndicale. De la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à tout récemment, des mères, des filles, des soeurs, mais surtout des épouses de travailleurs syndiqués ont joué un rôle crucial dans maintes victoires ouvrières aux États-Unis et au Canada.¹

*Les fonds Valerie Byron (ci-après FVB), Jean Conley (ci-après FJC), et Lenore Mulholland (ci-après FLM) ont été déposés au Service des archives de l'Université du Québec à Montréal. Ils y sont identifiés sous le nom de "Fonds de la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes." Les témoignages d'une vingtaine de femmes, ex-membres des locaux canadiens de la Ligue, ont constitué une de mes sources d'information. Le questionnaire d'entrevue et un profil des répondantes sont reproduits aux appendices A et B de mon mémoire de maîtrise. Les cassettes et transcriptions d'entrevues sont en ma possession. Dans les références que je ferai aux témoignages recueillis, j'utiliserai une codification indiquant le local dont la personne était membre, une numérotation des entrevues et la date d'adhésion au local (ex: Mtl 1: 1943).

¹Pour le début du siècle, voir le témoignage d'une contemporaine Alice Henry, *Women and the Labor Movement* (New York 1971), 103-4 et l'étude de Elizabeth Jameson, "Imperfect Unions: Class and Gender in Cripple Creek, 1895-1904," dans M. Cantor et B. Laurie, dir., *Class, Sex, and the Woman Worker* (Westport, Conn. 1977), 169-79. Le rôle des épouses a été crucial lors des fameux sit-in menés dans les années 1930 par les syndicats affiliés au Comité des organisations industrielles (CIO). A ce sujet, voir entre autres Philip S. Foner, *Women and the American Labor Movement* (New York 1979), 321-33 et le film *With Babies and Banners* (New Day Films 1977). Les derniers épisodes d'implication des épouses qui ont, à ma connaissance, été documentés datent de 1978 et de 1983-1986. Deux articles sont consacrés au cas de la grève des mineurs de l'INCO à Sudbury (Ontario) dans L. Briskin et Sylvie Murray, "Quand les ménagères se font militantes: la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, 1905-1980," *Labour/Le Travail*, 30 (Fall 1992), 157-86.

Dans la plupart des cas documentés, l'implication sociale et politique des ménagères s'est faite dans le cadre d'organisations d'auxiliaires.² La Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes (AIM) est l'une de ces associations. Formée à Boston en 1905, elle a recruté ses membres aux États-Unis et au Canada.³ Cette étude s'attarde de façon plus spécifique au cas des locaux canadiens de la Ligue, formés entre 1903 et 1925 dans les principaux centres ferroviaires du pays (Toronto, Stratford, Montréal, Calgary, Moncton et autres). La plupart des constituantes de ce réseau canadien ont existé jusqu'à la dissolution officielle de la Ligue en 1980, bien qu'elles aient cessé de renouveler leurs effectifs à partir de 1955. Au cours de la période couverte par cette étude, deux générations de femmes ont ainsi été membres de la Ligue.

La structure de la Ligue auxiliaire de l'AIM est semblable à celle de la majorité des syndicats dits internationaux. Les locaux, situés dans plusieurs villes des États-Unis et du Canada, sont affiliés à une organisation centrale (nommée la Grande Loge). Les décisions quant aux orientations majeures de la Ligue sont prises aux congrès de la Grande Loge qui se tiennent tous les trois ans aux États-Unis. Tous les locaux ont droit à une représentation. Entre les congrès, l'exécutif de la Grande Loge, composé d'une présidente, d'une secrétaire-trésorière et de trois vice-présidentes, veille au bon fonctionnement de la Ligue. En tant que groupes affiliés, les locaux canadiens ont été influencés par les orientations adoptées par cette instance. En retour, ils ont participé à leur élaboration: à partir de 1913, un poste à la vice-présidence était réservé à une représentante des locaux canadiens et ceux-ci participaient régulièrement aux congrès.⁴ Lorsqu'en 1939 la Ligue a mis

L. Yanz, *die.*, *Union Sisters* (Toronto 1983): ceux d'Arja Lane, "Wives Supporting the Strike," 333-47 et de Meg Luxton, "From Ladies' Auxiliaries to Wives' Committees," 322-32. Voir aussi le film *Une Histoire de Femmes* (Cinéma Libre 1980). Dans le cas de la grève des mineurs du cuivre, en Arizona voir Judy Aulette et Trudy Mills, "Something Old, Something New: Auxiliary Work in the 1983-86 Copper Strike," *Feminist Studies*, 14 (1988), 251-68.

²Meg Luxton mentionne la tradition d'auxiliaires (de groupes religieux ou d'associations volontaires) dans laquelle les épouses de travailleurs syndiqués s'insèrent. Luxton, de même que Aulette et Mills, soulignent la signification que prend le terme dans le contexte du renouveau du mouvement féministe dans les années 1970-1980. Voir "From Ladies' Auxiliaries to Wives' Committees" et "Something Old, Something New."

³En ce qui concerne les circonstances entourant la formation de la Ligue auxiliaire de l'AIM, voir Murray, "A la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes," *RCHTQ*, ch. II, 28 à 34. La mise en place du réseau canadien de la Ligue, entre 1903 et 1923, est décrite au ch. III, 57-64.

⁴*Machinist Monthly Journal*, journal officiel de l'Association internationale des machinistes (ci-bas *MMJ*), août 1942. Le local de Toronto a envoyé une déléguée ou plus à chaque congrès à partir de 1905. A partir de la fin des années 1940, sans doute en raison de difficultés financières, la participation des auxiliaires canadiennes semble avoir été plus intermittente. Voir PV Moncton, FVB, 13 octobre 1948, 8 juin et 14 septembre 1949, 14 décembre 1955,

sur pied un département chargé de promouvoir les produits de fabrication syndicale, on nommait deux directrices: une représentant les États-Unis et l'autre le Canada.⁵ Finalement, en termes numériques, les locaux canadiens ont fait bonne figure: dans les années vingt et trente, trois d'entre eux — soit ceux de Montréal, de Moncton et de Toronto — ont figuré de façon régulière dans la liste des dix plus gros locaux de la Ligue en Amérique du Nord.⁶

Lors du congrès de formation de la Ligue, en 1905, les auxiliaires se sont fixé cinq objectifs, liés de près au mouvement ouvrier: assister les fils, les frères, les pères et les époux dans leur lutte pour l'obtention de meilleures conditions de travail et de salaires décents; promouvoir les rencontres sociales entre les camarades de travail et leur famille; soutenir les syndiqués en cas de conflits de travail, de même que les familles éprouvées par une maladie ou un décès; favoriser l'éducation syndicale et politique des travailleurs et de leurs parentes; encourager la production et la vente des produits de fabrication syndicale.⁷ En définissant ainsi la raison d'être de leur organisation, les fondatrices se sont inscrites dans une tradition de service conforme au rôle féminin conventionnel à l'époque. Ce qui a fait dire à l'historien Wayne Roberts, auteur d'une étude sur les femmes de la classe ouvrière de Toronto entre 1893 et 1914: "They did not represent a move to independent organization and demands on the part of women; on the contrary, they were little more than service organizations called upon chiefly to help the men." Le plus souvent, continuait-il, les auxiliaires "remplissaient l'estomac des syndiqués," ou, comme il l'affirmait à propos des épouses de machinistes, lorsqu'elles ne préparaient pas les repas pour les rencontres de leur mari, elles se "confinaient" à des parties de cartes.⁸

14 mars et 11 juillet 1956. La décision de tenir les congrès de la Ligue en même temps et dans la même ville que ceux de l'AIM en 1956 a probablement facilité une plus grande participation des canadiennes.

⁵ L.A. de l'AIM, *History of the Ladies Auxiliary to the International Association of Machinists, 1905-1949*, FVB.

⁶ *MMJ*, juillet 1924, novembre 1925, novembre 1926, janvier 1933. Pour un estimé de l'effectif des locaux canadiens, voir Murray, "A la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes," 60-1.

⁷ *MMJ*, novembre 1905. Voir également la constitution de la Ligue auxiliaire de l'AIM, 1939 (et copies révisées de 1946, 1949, 1953, 1956, 1960 et 1969), FIC. A ces objectifs s'ajoute, en 1920, la promotion de la reconnaissance des femmes au niveau industriel et politique par l'adoption d'un salaire égal pour un travail égal, de même que l'abolition de l'exploitation du travail des enfants en industrie, au moyen de législations protectrices (*MMJ*, novembre 1920). Hormis l'ajout de ces deux derniers articles, la seule modification majeure apportée à la constitution concerne les conditions d'adhésion. La copie révisée de 1946 stipule que les femmes membres de l'AIM sont admises au sein de la Ligue.

⁸ Pour appuyer ses propos, W. Roberts cite deux mentions du *MMJ*, en dates de mai 1903 et d'avril 1904. (*Honest Womanhood* [Toronto 1976], 45-6).

Plusieurs études ont depuis démontré que la participation aux luttes ouvrières des épouses de travailleurs syndiqués est en fait beaucoup plus complexe. Elle ne se limite pas à un simple rôle de soutien. Comme cela a été le cas pour nombre de femmes bourgeoises au tournant du vingtième siècle, des femmes de classes ouvrières se sont donné des lieux d'implication sociale et politique sans pour autant remettre en question la division sexuelle des rôles socialement admise. Comme l'ont souligné quelques auteures, ce type d'implication est nécessairement limité, ayant trop souvent pour effet de maintenir les femmes dans un rapport d'auxiliaire -- au sens propre du terme -- et de subordination.⁹ Mon étude confirme dans le cas de la Ligue auxiliaire de l'AIM cette coexistence de respect et de dépassement des rôles féminins traditionnels que l'on retrouve chez plusieurs groupes d'épouses. Comme nous le verrons dans un premier temps, les activités sociales ont occupé une part importante de l'emploi du temps des locaux canadiens de la Ligue dès leur formation, jusque dans les années trente. Au cours de la même période cependant, cette association a représenté un centre d'éducation et d'action politique important pour les membres.

L'originalité de la Ligue auxiliaire de l'AIM est d'un autre ordre. Couvrant pratiquement tout le vingtième siècle, et débordant de ce fait le cadre d'un conflit de travail ponctuel, l'expérience de ce groupe se démarque de la majorité des cas étudiés jusqu'à maintenant. De par sa longévité, elle offre une occasion privilégiée d'examiner l'évolution de ce type d'association féminine dans des contextes sociaux changeants. Elle offre également une perspective nouvelle sur des transformations qui ont touché l'ensemble de la classe ouvrière. Dans une analyse des points de jonction entre histoire des femmes et histoire de la classe ouvrière, Bettina Bradbury écrivait: "Yet to ignore the family, I would argue, is to eliminate one of the important bridges between women's history and working-class history, a bridge that has the potential to tell us much about working-class survival, class reproduction, and the social construction of gender in Canada's past."¹⁰ Poursuivant cette réflexion, j'examinerai dans un deuxième temps comment l'évolution de la Ligue auxiliaire de l'AIM, et les activités de nature familiale et communautaire qu'elle a promues, interpellent de façon particulière la nature et le déclin de la culture collectiviste de la classe ouvrière telle qu'elle est décrite par les historiens canadiens de la nouvelle histoire ouvrière. L'analyse de l'implication des épouses après la Deuxième Guerre mondiale permettra de mieux cerner la signification de

⁹Par définition, "auxiliaire" signifie "qui concourt (sans être indispensable)." Le terme renvoie à accessoire: "Qui vient avec ou après ce qui est principal, essentiel." Il est synonyme d'annexe: "rattaché à quelque chose de plus important." *Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue Française*, 1984. Voir E. Jameson "Imperfect Unions" et Marjorie Penn Lasky, "'Where I Was a Person': The Ladies' Auxiliary in the 1934 Minneapolis Teamsters' Strikes," dans R. Milkman, dir., *Women, Work and Protest* (Boston 1985), 181-205.

¹⁰B. Bradbury, "Women's History and Working-Class History," *Labour/Le Travail*, 19 (1987), 25.

cette coupure graduelle des bases familiales et communautaires pour le groupe d'auxiliaires, de même que pour le mouvement syndical.

Le choix d'un sujet d'analyse aussi vaste comporte nécessairement des désavantages. C'est en effet dans un cadre géographique et chronologique très large que se situe cette analyse. Faute de pouvoir documenter les circonstances locales dans lesquelles chaque groupe a évolué, à différentes époques, l'expérience des locaux canadiens de la Ligue apparaîtra probablement plus homogène qu'elle ne l'a été. J'espère néanmoins que ce survol atteindra l'objectif voulu, soit de tracer quelques grandes lignes d'une interaction complexe et changeante entre vie syndicale, et vie familiale et communautaire au cours du vingtième siècle. C'est donc à titre d'hypothèses que je soumetts les résultats de cette recherche.

1. Démêler les cartes: activités sociales et activisme politique

LES PAGES FÉMININES du *Machinist Monthly Journal*, journal officiel de l'Association internationale des machinistes, constituent la principale source d'information pour la période couvrant les quatre premières décennies du vingtième siècle. Sur une base régulière, on retrouve dans cette chronique des rapports d'activités des locaux d'auxiliaires, des correspondances d'épouses de machinistes, de même que des articles d'opinion signés par des femmes sur divers sujets d'actualité. Des machinistes, principalement l'éditeur du *Journal* ou les officiers de l'AIM, ont également écrit dans la chronique féminine. Ceci nous permet de saisir la position officielle des syndiqués quant au rôle des épouses dans le mouvement syndical.¹¹

Les rapports d'activités parus dans cette chronique nous permettent d'évaluer le type d'activités entrepris au cours des premières décennies du siècle. Dans la mesure où, dans certaines localités, des auxiliaires ont pu être très actives sans pour autant écrire au *Journal*, notre source d'information comporte des limites évidentes. Ceci pourrait expliquer le fait que nous avons très peu d'informations sur certains locaux alors que les auxiliaires de Toronto, par exemple, ont laissé d'innombrables témoignages. Minnie Singer, membre active de ce local et vice-présidente de la Grande Loge de 1913 à 1942, a en effet été une correspondante

¹¹Le *Journal* est publié aux États-Unis mais dessert tant les locaux canadiens que les locaux américains de l'AIM. Il est publié mensuellement entre 1888 et 1946, pour être par la suite remplacé par le *Machinist* qui, contrairement à son prédécesseur, délaissera les questions de nature économique, politique et sociale pour s'intéresser principalement à des informations de nature factuelle concernant les syndiqués. Le *Ladies' Department* existe de 1891 à 1894. En 1898, on crée de nouveau une section réservée aux femmes, intitulée *In a Woman's World*, puis *Woman's Sphere*. Mis à part une brève interruption de la chronique en 1914 (voir *MMJ*, mars 1914), celle-ci constitue jusqu'à 1956 un forum où les épouses peuvent faire part de leurs activités et échanger avec des auxiliaires de toutes les localités aux États-Unis et au Canada. En 1956, lorsque le *MMJ* est remplacé par *The Machinist*, ce forum d'échange disparaît. Voir Mark Perلمان, *The Machinists* (Cambridge 1961), 194.

assidue du *Journal*. A plusieurs reprises, jusqu'à la fin des années trente, elle a exhorté les auxiliaires à profiter de la tribune que représentent les pages féminines pour faire part de leurs activités. Mais il n'est pas évident que son exemple ait été suivi. Il faudra donc éviter de confondre visibilité et dynamisme.

Les activités sociales de toutes sortes -- impliquant hommes, femmes et enfants -- ont effectivement occupé une part importante de l'emploi du temps des locaux canadiens de la Ligue. Des fêtes pour enfants à l'occasion de Noël et des réunions familiales lors de piqueniques d'été, des danses, des parties de cartes et des soirées sociales, ont été organisées régulièrement par tous les locaux d'auxiliaires, depuis leur formation jusque dans les années trente. A Calgary par exemple, une rencontre sociale ou une soirée dansante a lieu au moins tous les mois de l'année 1914. A Toronto, toutes les occasions sont bonnes (anniversaire de mariage, Halloween, Saint-Valentin, Saint-Patrick) pour se rencontrer, hommes et femmes, tantôt dans les maisons des membres, tantôt dans des endroits publics. L'exemple d'une fête de Noël tenue à Montréal en 1930, où "environ neuf cents enfants âgés entre un et douze ans étaient présents, accompagnés de un ou des deux parents, et dans certains cas des grand-parents," nous permet de saisir le caractère familial de ce type d'activités.¹²

Réduites à leur plus simple expression, les rencontres sociales constituent des activités de loisir et de sociabilité; une occasion pour des ménagères de sortir de chez elles, de se divertir et d'oublier les tâches domestiques. Comme l'explique une membre du local de Toronto en rapportant l'inauguration des "thés de liaison" ("link teas") hebdomadaires en 1919: "It is a nice change and tends to create a very friendly feeling among the members."¹³ Ou comme l'écrit une femme de North Bay (Ontario): "We feel we owe it to ourselves to have all the recreation and relaxation from home duties that we can."¹⁴ Régulièrement, dans les premières décennies du vingtième siècle, les syndiqués participaient à ces activités à caractère familial et communautaire, louant la participation des épouses à cet aspect de la vie syndicale. Ainsi, en 1908, un syndiqué écrit au *Journal*: "I must congratulate the ladies for endeavoring to bring about a more sociable feeling amongst both the men and the ladies, wives, sisters and sweethearts."¹⁵

Que ce soit aux États-Unis ou en France, des études ont souligné l'importance de lieux de rencontres et d'échanges dans le processus de développement d'une conscience collective. Selon la majorité des auteur-e-s par contre, le seul moyen

¹²Voir entre autres, *MMJ*, janvier 1915, décembre 1916, avril 1918, mai 1919, juin 1921, mai 1922, janvier 1925, juin 1927 et février 1930 (traduction de l'auteur).

¹³*MMJ*, décembre 1931. Voir aussi janvier et décembre 1919, juin 1922, avril 1928, juillet 1929, juillet 1931. Pour Montréal voir mai 1924, avril 1926, mai 1927.

¹⁴*MMJ*, mars 1926.

¹⁵*MMJ*, avril 1908. Voir aussi les rapports des agents d'affaire et vice-présidents canadiens de l'AIM: *MMJ*, mai, juillet et octobre 1904, mars 1905, janvier, mars et juillet 1906, mars et décembre 1910.

pour les femmes de classe ouvrière de dépasser "l'isolement domestique" et de cerner leur condition commune passe par une participation au travail salarié. C'est ce qui permet aux femmes, soutient la sociologue française Margaret Maruani, "de sortir de l'individualisme du foyer et de découvrir la dimension collective de leur oppression à travers leur rencontre avec d'autres femmes."¹⁶ Or, pour les femmes qui ne participent pas au marché du travail salarié, les ligues auxiliaires ont pu servir à contrer l'isolement auquel font face la majorité des ménagères.¹⁷

En offrant un lieu public de discussions et d'échanges, les ligues auxiliaires comportent un potentiel de conscientisation politique. Décrivant une réunion d'épouses tenue lors de la grève des Travailleurs unis de l'automobile en 1936, Philip Foner a souligné que les femmes "were finding in themselves new powers and new strength...." C'est là, à son avis, l'une des conséquences de la lutte collective qu'elles ont menée. Meg Luxton a analysé de façon similaire les effets à long terme qu'a eu l'implication des épouses de mineurs de Sudbury lors de la grève de 1978. La plupart des femmes impliquées dans le comité d'épouses ont été transformées, écrit-elle: "They gained a new perspective on their relationship with the world around them and found new sources of strength and power in themselves." Comme l'étude d'Elizabeth Jameson le démontre, le type de conscientisation est grandement influencé par le contexte dans lequel les femmes évoluent. Dans le contexte radical de la communauté de Cripple Creek, au Colorado, les épouses ont été principalement influencées par une idéologie masculine de classe et n'ont pas remis en cause le rôle secondaire qu'on leur réservait en tant que femmes au sein du mouvement syndical. Marjorie Penn Lasky arrive à des conclusions similaires dans son analyse de l'expérience des épouses, lors de la grève des teamsters de Minneapolis en 1934.¹⁸

On retrouve cette volonté d'offrir un lieu public de conscientisation aux femmes de la classe ouvrière dans le discours des dirigeantes de la Ligue auxiliaire de l'AIM. Minnie Singer a été particulièrement explicite à ce sujet. Elle-même,

¹⁶M. Maruani, *Le syndicats à l'épreuve du féminisme* (Paris 1979), 26. Dans le cas des États-Unis, voir S. Eisenstein, *Give Us Bread, But Give Us Roses* (Boston 1983), et T. Dublin, "Women, Work, and Protest in the Early Lowell Mills," dans Cantor et Laurie, *Class, Sex and the Woman Worker*, 43-61.

¹⁷Dans le cas de la communauté de Lake Cowichan (Colombie britannique), au cours des années trente, Sara Diamond démontre l'importance que revêt un regroupement d'épouses en terme de support qu'il peut fournir aux ménagères. Cet aspect est d'autant plus important que Lake Cowichan constitue alors un lieu de colonisation et que les épouses des travailleurs du bois dont il s'agit ici sont particulièrement sujettes à l'isolement. S. Diamond, "A Union Man's Wife: The Ladies' Auxiliary Movement in the IWA, the Lake Cowichan Experience," dans B. Latham et R.J. Pazdro, dir., *Not Just Pin Money* (Victoria 1984), 289.

¹⁸Voir Foner, *Women and the American Labor Movement*, 328; Luxton, "From Ladies' Auxiliaries to Wives' Committee," 343; Jameson, "Imperfect Unions"; Lasky, "Where I Was a Person'," 181-205.

travailleuse salariée et militante syndicale, s'est montrée bien consciente des dangers de la dépendance des femmes. Singer avait commencé à travailler dans une manufacture de vêtements pour dames à l'âge de 15 ans; trois ans plus tard elle militait syndicalement. En mars 1927, probablement à l'âge de 57 ans, elle rapportait n'être pas "aussi fortunée que certaines femmes et devoir gagner sa vie sur le marché du travail salarié" -- Singer était veuve depuis deux ans.¹⁹ Féministe réformiste engagée et membre du "Mothers' Allowance Commission of Ontario," Singer était en contact constant avec des mères de familles nécessiteuses.²⁰ Fidèle à l'idéologie du mouvement des femmes du début du vingtième siècle,²¹ elle a loué la valeur de l'implication publique des ménagères sans jamais renier leurs responsabilités domestiques ni préconiser le travail des femmes mariées:

I am engaged in a work where I meet women of all types, and in every case I find that the woman who is accustomed to going out into the world and mingling with the public is best prepared to make her way in the world when she is left to compete in the labor market for a living for herself and family.... I believe the home and family should come first, but every woman should aim for a broader experience. This old world is moving along pretty fast and our lives are full of activities. Women have duties to fulfill outside the home, as well as within it and every woman is a better wife and mother for this experience.²²

Le mouvement ouvrier et plus particulièrement les ligues auxiliaires pouvaient offrir, à ses yeux, un lieu privilégié d'apprentissage: "The labor movement is the best place and the best work in which any woman can spend her time. It is the kind

¹⁹MMJ, octobre 1950, septembre 1915 et août 1925 (traduction de l'auteure). Nous ne disposons d'aucune information précisant si, entre son mariage et son veuvage, elle a continué à travailler. Si ce n'est pas le cas, elle serait représentative de la majorité des femmes mariées de l'époque qui quittaient le marché du travail au moment du mariage pour n'y retourner qu'en cas de nécessité économique — notamment, à la suite du décès de leur conjoint.

²⁰Le dossier des allocations aux mères de familles dans le besoin a constitué une lutte importante dans les milieux réformistes et féministes canadiens du début du siècle. Voir Veronica Strong-Boag, "'Wages for Housework': Mothers' Allowances and the Beginnings of Social Security in Canada," *Journal of Canadian Studies*, 14 (1979), 24-34. Singer était représentante du milieu syndical au "Mothers' Allowance Commission of Ontario." Voir MMJ, mars 1929.

²¹Sur l'idéologie du mouvement des femmes au tournant du vingtième siècle voir, dans le cas des États-Unis, le classique de William O'Neill, *Everyone Was Brave: A History of Feminism in America* (Chicago 1969), et la récente critique de Nancy F. Cott, "What's in a Name? The Limits of 'Social Feminism'; or, Expanding the Vocabulary of Women's History," *Journal of American History*, 76 (1989), 809-29. Dans le cas canadien, l'anthologie de Linda Kealey, *A Not Unreasonable Claim* (Toronto 1979), présente un bon aperçu des interprétations divergeantes au sujet de ce "féminisme maternel."

²²MMJ, juin 1927. Voir aussi juin 1918, février 1921, octobre 1924, avril 1930.

of education you require to prepare to face the world.... The Ladies' Auxiliary is a splendid beginning for any woman entering any kind of activity."²³

De façon concrète, la Ligue a offert à ses membres une éducation politique en organisant des conférences et séances de discussions dans le cadre de leurs activités régulières. En 1925, quelques mois seulement après la formation du local de Montréal, celui-ci organisait une conférence portant sur "l'émancipation économique des femmes." "To us this was truly an interesting subject and the lecture was well attended," rapportait une membre du local.²⁴ En 1928, on invitait Rose Henderson, militante féministe connue, à entretenir les épouses de machinistes et d'autres auxiliaires de Montréal sur le sujet des allocations pour les mères de famille.²⁵ Cette préoccupation chez les locaux canadiens de sensibiliser les membres aux sujets politiques de l'heure constitue en fait une politique officielle de l'organisation au niveau nord-américain. En effet, dans les années vingt, la Grande Loge entreprenait une vigoureuse campagne d'éducation. En 1926, elle mettait sur pied un comité d'éducation chargé de préparer des dossiers sur divers thèmes et de les faire parvenir aux locaux en vue de discussions. Parmi les sujets abordés, on note l'histoire du mouvement ouvrier et de l'AIM, l'organisation des travailleuses, la place des épouses de travailleurs syndiqués dans le monde industriel.²⁶ De 1927 à 1939, le département d'éducation de la Grande Loge menait une campagne active, publiant régulièrement des articles sur une foule de sujets dans le *Journal*. Entérinant officiellement cet aspect de ses activités, la Ligue modifiait sa constitution pour ajouter une référence à la "discussion de sujets économiques et politiques" dans l'article concernant l'éducation des épouses.²⁷

Les thèmes traités dans ces rencontres éducatives pouvaient porter indistinctement sur des sujets généralement considérés d'ordre public -- tel que le mouvement ouvrier -- ou sur des questions domestiques, d'ordre soi-disant privé. En fait,

²³ *MMJ*, avril 1926.

²⁴ *MMJ*, janvier 1925.

²⁵ *MMJ*, mai 1928. En 1931, le local de North Bay tenait également une conférence sur le même sujet (*MMJ*, septembre 1931).

²⁶ *MMJ*, septembre 1926. En 1925, la Grande Loge s'était affiliée au "Workers' Education Bureau" qui devait fournir de la littérature aux locaux. Deux ans plus tard, la directrice à l'éducation de la Ligue organisait une semaine d'étude où vingt-cinq représentantes de différentes organisations d'auxiliaires (dont quinze épouses de machinistes) se réunissaient pour discuter de problèmes les touchant de près en tant que ménagères et en tant que militantes syndicales (*MMJ*, janvier 1926, janvier, septembre et octobre 1927).

²⁷ L.A. de l'AIM, *Constitution*, 1939, FJC. Les locaux canadiens ont sans aucun doute tiré profit de cette campagne d'éducation menée par la Grande Loge. A la fin des années vingt et au début de la décennie suivante, on note en effet la formation de comités d'éducation et l'organisation de conférences chez les auxiliaires de différentes localités. De même, en 1927, trois locaux canadiens (soit ceux de Moncton, de North Bay et de Montréal) envoyaient des déléguées à la semaine d'étude organisée par la Grande Loge. Voir *MMJ*, janvier, août et novembre 1927, mars, mai et juin 1928, avril 1930, mars 1932, mai 1934.

comme les témoignages publiés dans la chronique féminine du *Machinist Monthly Journal* en font état, il existe non pas une dichotomie mais une continuité et une fluidité entre le domestique et le politique. Dans les pages de la chronique, côtoyant les recettes et les prescriptions sur le rôle domestique des femmes, un éventail de sujets d'actualité étaient discutés: ainsi, côte à côte avec les articles de Marie qui donne des conseils pour gérer le mieux possible le budget familial (des recettes "économiques" par exemple),²⁸ on retrouve des articles discutant le droit de vote des femmes, le travail des femmes mariées, l'organisation des travailleuses, et d'autres questions touchant l'AIM et le mouvement ouvrier.²⁹ En 1915, une correspondante du *Journal*, on ne peut plus convaincue de la nécessité pour les femmes de prendre une part active aux débats publics de l'heure, encourageait les épouses à se regrouper au sein de ligues auxiliaires. Les sujets de discussion qu'elle envisage pour une réunion d'auxiliaires reflètent la signification politique que les questions domestiques acquièrent à ses yeux:

My program for an Auxiliary meeting would be as follows: ...address the meeting on the subject of child labor, the eight-hour law, or the prohibition question, the semi-monthly pay day or some other such question...even household duties should be discussed, the easy method of washing clothes, a good manner for disciplining a child, anything that will add to our knowledge and make us the equal of our "lord and master."³⁰

La discussion de sujets socio-économiques et politiques dépasse donc le cadre de l'univers domestique mais sans complètement s'en détacher.

En 1926, une membre de la Ligue émit une mise en garde à l'adresse des lecteurs et lectrices du *Journal*: "Do not arrive at the conclusion that we are merely social."³¹ "But I do not want you to think all our time is taken up with social activities," renchérit une consœur de Toronto en 1928. La participation des auxiliaires à la lutte ouvrière a en effet été fort diversifiée. A plusieurs reprises au cours des années 1920 et 1930, utilisant des fonds levés à l'occasion de parties de cartes et d'activités sociales, le local de Toronto a offert son appui financier à des grévistes non-membres de l'AIM.³² Les dirigeantes ont également pris une part

²⁸Correspondante régulière au *Journal* en 1914, ménagère et épouse de machiniste, Marie reçoit et répond aux lettres de femmes qui, selon ses dires, sont nombreuses. *MMJ*, février, avril, mai, décembre 1914.

²⁹Joan Sangster a également souligné cette coexistence de sujets domestiques traditionnels et politiques dans les pages féminines du *Ontario New Commonwealth*, organe officiel du CCF: "... women's columns, even those with recipes and sewing patterns, enhanced the discussion of a wide variety of women's issues — from birth control to rising prices — within the party." Voir "The Role of Women in the Early CCF, 1933-1940," dans L. Kealey et J. Sangster, dir., *Beyond the Vote. Canadian Women and Politics* (Toronto 1980), 130.

³⁰*MMJ*, mars 1915.

³¹*MMJ*, juin 1926 et février 1928.

³²En 1927, par le biais de leur participation au Conseil des métiers et du travail de Toronto, les auxiliaires apportent leur appui aux travailleuses du vêtement en grève (*MMJ*, juin 1927).

active au mouvement politique ouvrier de l'époque. Ce faisant, elles se sont montrées sensibles à la nécessité de tenir compte des particularités propres à l'implication féminine; elles ont souligné, par le fait même, le caractère sexué de certaines pratiques syndicales et formes de militantisme. Comme nous le verrons maintenant, leur expérience rejoint celle des ménagères regroupées au sein des partis communiste et social-démocrate dans la métropole ontarienne.

Au Canada, le contexte des années 1920 et 1930 a constitué un terrain particulièrement favorable à l'implication politique des femmes de la classe ouvrière. Cette époque est marquée par une effervescence dans le sud de l'Ontario des mouvements politiques, ouvriers et de gauche.³³ Au sein de ces organisations politiques, des militantes ont formé des constituantes féminines leur permettant de débattre et de défendre les revendications féministes de l'heure. Elles acquièrent ainsi une expérience d'éducation politique. Minnie Singer et Jean Laing, toutes deux membres actives du local de Toronto, ont été parmi les fondatrices de ces instances: la première a organisé en 1919, avec l'aide du secrétaire provincial du Parti ouvrier indépendant et de militants membres de l'AIM, un groupe d'auxiliaires à ce parti,³⁴ la seconde a participé à la mise sur pied du comité des femmes du "Cooperative Commonwealth Federation" (CCF) en 1936.³⁵

Le manque d'expérience a constitué un obstacle majeur à la participation des femmes à la politique électorale.³⁶ L'insistance avec laquelle les organisations

Dans ses rapports d'activité, au cours des années trente, le local fait fréquemment mention de conflits impliquant différents groupes de travailleuses (*MMJ*, juillet 1932, février 1934, mai 1938). En 1921, le local de Stratford avait aussi fourni une aide financière aux ouvrières du textile en lock-out (*MMJ*, février 1921).

³³Mentionnons la percée du Parti ouvrier indépendant lors de l'élection provinciale ontarienne de 1919. Voir B. Palmer, "Taking it': Ontario's Workers' Struggles," dans W.J.C. Cherwinski et Gregory S. Kealey, dir., *Lectures in Canadian Labour and Working-Class History* (St. John's 1985), 195. On notera aussi la formation du Parti communiste du Canada en 1921 (actif, entre autres, dans le Parti ouvrier canadien et au sein du CMTC), ainsi que la mise sur pied en 1932 d'un parti d'inspiration socialiste défendant les intérêts des fermiers et des ouvriers, le "Co-operative Commonwealth Federation" (CCF). B. Palmer, *Working-Class Experience. The Rise and Reconstitution of Canadian Labour, 1800-1980* (Toronto 1983), 203-15.

³⁴*MMJ*, mars, avril et décembre 1919, avril 1920; mai, juin et septembre 1923, août 1924, août 1929. En 1920, elle était élue présidente de ce Parti.

³⁵Laing était membre des auxiliaires de l'AIM depuis 1911 et présidente du local de Toronto entre 1931 et 1934 (*MMJ*, février 1934). Elle se présente également comme candidate ouvrière au conseil d'éducation et au conseil municipal de Toronto en 1941 (*MMJ*, janvier 1941).

³⁶La difficulté qu'ont recontrée les femmes à s'intégrer au système politique existant a été documentée amplement. Voir entre autres, J. Brodie, *Women and Politics in Canada* (Toronto 1985) et dans le cas des États-Unis, S. Baxter et M. Lansing, *Women and Politics. The Visible Majority* (Ann Arbor 1980). Plusieurs auteures ont porté une attention particulière aux organisations bénévoles féminines, considérées comme un lieu privilégié d'éducation et de conscientisation permettant d'effectuer la transition des rôles de mère,

d'épouses -- ligues auxiliaires ou comités féminins -- ont tenté de pallier cette lacune est significative. Selon John Manley, Jean Laing aurait particulièrement insisté sur les fonctions d'éducation politique que le comité féminin du CCF pouvait représenter pour les membres, percevant les réunions du comité "comme une école de formation pour oratrices."³⁷ En assurant une rotation de la présidence, le comité du CCF voulait offrir aux femmes une occasion de développer à la fois compétence et confiance en elles-mêmes. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que des représentantes de la Ligue soulignaient la nécessité d'offrir aux ménagères un apprentissage dans ce domaine. L'un des objectifs du comité d'éducation de la Ligue mis sur pied en 1926 visait en effet à préparer les femmes à occuper des postes de leadership.³⁸

Les responsabilités et les attentes liées au rôle féminin traditionnel -- de mère, d'épouse et de ménagère -- ont représenté un second facteur clé dans la détermination du type de militantisme accessible aux femmes. Dès les premières années du fonctionnement de la Ligue auxiliaire, les pionnières avaient noté les difficultés engendrées par la double tâche de militante et de ménagère. Deux ans après la formation de la Ligue, en 1907, la secrétaire-trésorière de la Grande Loge soulignait la difficulté de concilier les tâches administratives que demande une organisation comme la Ligue et un emploi du temps déjà chargé: "At the same time I have my household duties to perform as well as the duties of secretary-treasurer, so as a rule, I am kept very busy." La première présidente de la Grande Loge se trouvait dans une situation semblable. Responsable d'une famille nombreuse, c'est grâce à sa belle-fille qui se chargeait de toute la correspondance officielle qu'elle trouva moyen de concilier activités politiques et responsabilités domestiques.³⁹

Cette situation n'est certainement pas particulière aux membres de la Ligue auxiliaire de l'AIM. Dans son analyse du comité féminin du CCF, Joan Sangster a montré comment c'était grâce aux services de gardiennage d'une mère sympathisante à la cause politique que certaines militantes, mères de familles, ont pu

épouse et ménagère à celui de militante politique. Voir Brodie, ch. 4; C. Andrew, "Les femmes et la consommation collective: les enjeux de l'engagement politique," *Politique*, 5 (1984), 117; et dans le cas des États-Unis, P. Baker, "The Domestication of Politics: Women and American Political Society, 1780-1920," *American Historical Review*, 89 (1984), 620-47. Ces études ont mené à une redéfinition de l'action politique même. Pour une récente revue de littérature à ce sujet, voir Kealey et Sangster, "Introduction," et J.M. Vickers, "Feminist Approaches to Women in Politics," dans Kealey et Sangster, *Beyond the Vote*, 3-36.

³⁷J. Manley, "Women and the Left in the 1930s: The Case of the Toronto CCF Women's Joint Committee," *Atlantis*, 5 (1980), 100-19. La citation est à la page 111. Voir aussi Sangster, "The Role of Women in the Early CCF, 1933-1940," 132-3. Les autres fondatrices du comité sont Rose Henderson, Elizabeth Morton, et Alice Leob, toutes impliquées dans les mouvements socialiste et féministe.

³⁸*MMJ*, janvier 1927.

³⁹"First Annual Report of Grand Lodge Ladies' Auxiliary," *MMJ*, avril 1907.

participer de plein pied au travail d'organisation dans les années trente. D'autres ont réalisé que de longues absences de la maison, requises pour l'organisation à l'échelle nationale par exemple, étaient mal tolérées par leur conjoint. Dans ces cas, l'organisation au niveau local s'avérait l'une des façons privilégiées de concilier travail domestique et travail politique.⁴⁰

Face aux difficultés rencontrées par les femmes au sein des partis politiques ou organismes hautement structurés, d'autres formes de militantisme se sont révélées mieux adaptées aux domaines d'expertise et d'activité des ménagères. Les fêtes pour enfants, par exemple, ont représenté pour les épouses de machinistes une façon d'utiliser leur rôle d'éducatrice à des fins politiques. Comme le soulignait Minnie Singer:

We should bring our children up to realize they have a place in the labor movement. We should see that in their young days they find enjoyment in the organization, then when they grow older it will not be necessary to introduce them to the cause that gave them the right to live as respectable citizens and if they are successful enough in life to obtain a white collar position they may remember their early training and not hold themselves aloof from the ranks of labor.⁴¹

Encore une fois, l'expérience de la Ligue auxiliaire de l'AIM rejoint celle d'un autre groupe de militantes de gauche. Regroupées au sein du "Jewish Women's Labour League" (Fareyn), les ménagères membres du Parti communiste de Toronto ont aussi porté une attention particulière au potentiel d'éducation et de conscientisation des activités pour enfants. Tel que décrit par Ruth A. Frager:

[Their] efforts to build working-class cultural institutions were similarly predicated on women's traditional domestic responsibilities. One example was the Fareyn's establishment of a children's camp in 1925 to enable the children "to spend time in the free air in a working-class and comradely atmosphere." ... In addition to providing the children with recreation in a healthy physical environment, the Fareyn's camp provided lectures and discussions "for the purpose of interesting and bringing the children closer to the working class" so that the children would learn "who is their friend and who is their enemy."⁴²

J. Sangster a aussi décrit la forte propension des militantes du CCF à effectuer du travail d'éducation -- rôle crucial dans un programme de transformation politique et clairement perçu comme féminin.⁴³

⁴⁰Sangster, "The Role of Women in the Early CCF," 124-5.

⁴¹MMJ, décembre 1924. Voir aussi février 1924.

⁴²R.A. Frager, "Politicized Housewives in the Jewish Communist Movement of Toronto, 1923-1933," dans Kealey and Sangster, *Beyond the Vote*, 266. Le "Jewish Women's Labour League" a été formée en 1923; en 1926, cette organisation comptait 44 membres, la plupart ménagères à temps plein (260). A propos de la participation des femmes au parti communiste, voir aussi J. Sangster, "The Communist Party and the Woman Question, 1922-1929," *Labour/Le Travail*, 15 (printemps 1985), 25-56.

⁴³Sangster, "The Role of Women in the Early CCF," 125.

Ces exemples illustrent un type de militantisme féminin étroitement lié à l'univers domestique. Il ne s'agit surtout pas d'en chercher les causes dans une quelconque nature féminine. Par contre, il faut reconnaître que pour nombre de ménagères au cours du vingtième siècle, la famille, le voisinage et la communauté locale ont été les sphères d'activité premières, de même qu'une source de responsabilité et de préoccupation centrale. En d'autres termes, il s'agit de faire place, dans notre analyse du mouvement ouvrier et de l'action politique, à la réalité de l'univers féminin.

II. Effets d'une coupure entre vie syndicale et vie familiale

Déclin d'une tradition

AUX COURS DES ANNÉES 1970 et 1980, dans la foulée des travaux de E.P. Thompson en Grande-Bretagne et de Herbert Gutman aux États-Unis, une révision importante de l'histoire ouvrière a été amorcée.⁴⁴ Élargissant le champ d'analyse pour englober la "totalité" de l'expérience ouvrière, les historiens de la "nouvelle" histoire ouvrière se sont, entre autres, attardés sur les traditions culturelles des artisans et journaliers du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle. Comme Bryan Palmer l'a soutenu dans son étude des ouvriers qualifiés de Hamilton, les sociétés fraternelles, les clubs de baseball et les brigades de feu ont joué un rôle central dans le développement d'une solidarité au sein de la classe ouvrière.⁴⁵ Toujours selon cet auteur, ce serait le développement d'une culture de masse orientée vers la consommation de biens individuels, au cours des années vingt, qui aurait sonné le glas de cette culture collectiviste datant de la fin du dix-neuvième siècle.⁴⁶

⁴⁴E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class* (New York 1963) et H. Gutman, *Work, Culture, and Society in Industrializing America* (New York 1976). Telle que décrite par Gregory S. Kealey et Peter Warrian en 1976, et réitérée par Kealey en 1981, l'une des contributions majeures de la "nouvelle" histoire ouvrière a été de redéfinir "l'histoire du travail" en "histoire de la classe ouvrière." G.S. Kealey et P. Warrian, dir., *Essays in Canadian Working-Class History* (Toronto 1976), 7-8, cité dans G.S. Kealey, "Labour and Working-Class History in Canada: Prospects in the 1980s," *Labour/Le Travailleur*, 7 (1981), 69.

⁴⁵B.D. Palmer, *A Culture in Conflict. Skilled Workers and Industrial Capitalism in Hamilton, Ontario, 1860-1914* (Montréal 1979), ch. 2, "In Street and Field and Hall," 35-70. Voir aussi G. Kealey and B.D. Palmer, *Dreaming of What Might Be: The Knights of Labor in Ontario, 1880-1900* (Cambridge 1982). L'analyse de la culture ouvrière a suscité de nombreux débats. Voir entre autres G.S. Kealey, "Labour and Working-Class History in Canada" et David J. Bercuson, "Through the Looking Glass of Culture: An Essay on the New Labour History and Working-Class Culture in Recent Canadian Historical Writing," *Labour/Le Travailleur*, 7 (1981), 95-112, de même que Kenneth McNaught, "E.P. Thompson vs Harold Logan: Writing about Labour and the Left in the 1970s," *Canadian Historical Review*, 62 (1981), 141-168.

⁴⁶Palmer, *Working-Class Experience*, 190-5.

Déjà en 1987, Bettina Bradbury soulignait l'orientation masculine des institutions et pratiques décrites comme constitutives de la culture ouvrière; elle mentionnait l'importance d'examiner la participation des femmes et des enfants à la formation de cette culture. A la liste des lieux masculins de rencontres — tavernes, clubs de baseball et brigades de feu — il faut donc ajouter les fêtes pour enfants, piqueniques, banquets, bals et parties de cartes, auxquels participent non seulement les ouvriers qualifiés, mais toute leur famille.⁴⁷

Les résultats de la présente recherche confirment la critique de B. Bradbury et offrent des éléments pour une ré-évaluation de la périodisation couramment acceptée. Comme je l'ai décrit plus haut, les épouses de machinistes ont joué un rôle central dans l'organisation de rencontres familiales et communautaires visant à créer un sentiment de solidarité au sein de la communauté machiniste. Et il ne s'agit pas là d'une responsabilité qui incombe exclusivement aux auxiliaires. Dans plusieurs localités, les machinistes sont directement impliqués dans l'organisation de ces divertissements, soit qu'ils participent avec les auxiliaires à leur organisation, soit qu'ils en prennent eux-mêmes l'initiative.⁴⁸ Au cours des premières décennies du vingtième siècle, un lien étroit a en effet existé entre vie familiale et vie syndicale.

En ce qui concerne le déclin de cette culture collectiviste, deux précisions s'avèrent nécessaires. D'une part, d'après les informations contenues dans les rapports d'activité des auxiliaires, les années vingt sont certainement une décennie dynamique en ce qui concerne les activités sociales. A Stratford en 1923, on rapporte une soirée sociale réunissant 90 couples; 500 personnes sont présentes à une activité semblable en 1925; 200 couples encore en 1930. A North Bay, en 1929, un comité conjoint (syndiqués et auxiliaires) est formé et organise une rencontre par mois pendant la saison hivernale. A Hamilton, entre 1922 et 1927, divers événements récréatifs ont lieu: danses, parties de cartes, fêtes de Noël, où les syndiqués sont aussi présents.⁴⁹ Faute d'études locales plus approfondies, il est difficile de cerner avec précision la signification de ces activités quant à la survie de la culture collectiviste jusqu'à la toute fin des années vingt. Il semble néanmoins que, si l'on considère sérieusement la participation des femmes et des enfants à la formation et à la survie de cette culture, comme le suggérait Bradbury, la périodisation couramment acceptée doit être modifiée. D'autres recherches plus ponctuelles seraient cependant nécessaires pour confirmer ou infirmer cette hypothèse.

⁴⁷Bradbury, "Women's History and Working-Class History," 42.

⁴⁸Dans le premier cas, voir *MMJ*, avril 1924 (Calgary); *MMJ*, août 1929 (North Bay); *MMJ*, avril 1917, juillet 1932 (Toronto). Dans le second voir *PV Moncton, FVB* (1908-1918); *MMJ*, juin 1908, mai 1910, janvier 1917 (Toronto); *MMJ*, mars 1928 (Montréal).

⁴⁹Dans le cas de Stratford, voir *MMJ*, juin 1923, août 1925, octobre 1930; de North Bay, *MMJ*, août 1929; Hamilton, *MMJ*, mai 1922, février 1926 et novembre 1927.

D'autre part, il est possible qu'on assiste à un retrait différentiel selon les sexes, les activités sociales perdant d'abord de leur popularité auprès des syndiqués. L'analyse de la communauté machiniste du point de vue des auxiliaires suggère en effet que les épouses, membres de la Ligue, auraient tenté de garder vivante cette tradition de rencontres familiales et communautaires alors que les syndiqués s'en désintéressaient et s'en dégageaient de plus en plus. Alors que, sur une base moins fréquente cependant, les auxiliaires ont continué à organiser des fêtes pour enfants, des piqueniques, ou des rencontres sociales, la participation des syndiqués à ces événements s'estompait de plus en plus. "Our brothers do not attend these Children's Parties as they should," déplorait une porte-parole du local de Toronto en 1932.⁵⁰ En mai 1935, une auxiliaire de Montréal réitérait: "We are sorry that we do not get more support from our brothers."⁵¹ Une membre du local de Moncton était plus explicite. A la lecture des procès-verbaux des réunions de son local, en 1946, elle avait noté les nombreuses activités auxquelles les hommes avaient l'habitude d'inviter les épouses au cours des premières décennies du siècle — situation qui, à l'en croire, a pris fin au début des années 1930:

*For the past fifteen years I've listened to my husband come home and praise to high heaven the oyster stews which it seems, the boys of #594 are so expert at preparing. And time after time, I've remarked that I didn't see why they didn't make a party and invite the women to one of their oyster stew feeds if they were so darn good. But all my hints have availed nothing. I still haven't had the privilege of tasting one of these superb oyster stews.*⁵²

Comme le suggèrent ces témoignages, les syndiqués n'auraient pas nécessairement abandonné toutes les activités sociales, mais plutôt celles impliquant femmes et enfants.

A nouveau, il faut noter que cette périodisation n'est en rien étanche et que des variantes ont pu se manifester selon les localités. Au cours des années trente, les auxiliaires de Calgary ont rapporté à plusieurs reprises la tenue de fêtes de Noël organisées conjointement par les épouses et les syndiqués.⁵³ Des analyses plus poussées au niveau local seraient nécessaires afin de mieux saisir les balises chronologiques de ces activités de nature familiale et communautaire, et les dynamiques entre syndiqués et épouses qui les sous-tendent.

Après 1945, les rencontres sociales qui avaient été depuis le début du siècle une composante importante de l'agenda de tous les locaux canadiens de la Ligue, sont beaucoup moins présentes. De même, les cérémonies officielles où syndiqués et auxiliaires célébraient conjointement l'élection des membres à l'exécutif des

⁵⁰ *MMJ*, mars 1932.

⁵¹ *MMJ*, mai 1935.

⁵² Margaret MacKintch, discours écrit à l'occasion du 38^e anniversaire du local 10, à partir des procès-verbaux du local et de souvenirs personnels, 1946. PV Moncton, FVB.

⁵³ *MMJ*, mars 1935, février 1936, février 1938, mars 1942.

locaux — pratique courante dans les années vingt — font figure de nouveauté pour les membres du local de Stratford qui réitèrent cette pratique en 1954.⁵⁴ Bien que les locaux canadiens de la Ligue aient laissé quelques traces de cette implication directe dans le mouvement ouvrier, ce type d'activités semble nettement en perte de vitesse après la guerre.⁵⁵

En quête d'une nouvelle raison d'être

En examinant l'expérience des locaux canadiens de la Ligue auxiliaire de l'AIM après la Deuxième Guerre mondiale, j'aimerais maintenant poursuivre en explorant l'impact, sur le groupe des épouses, d'un phénomène structurel important qui s'opère au cours des années trente et quarante: l'institutionnalisation croissante de l'AIM. Après la guerre, on assiste à une marginalisation croissante du groupe des épouses. Celles-ci ont nettement l'impression que le mouvement ouvrier n'a plus besoin d'elles. Peut-être ce phénomène est-il relié à la coupure graduelle des bases familiales et communautaires du mouvement syndical — bases qui étaient essentielles à sa survie pendant les trois premières décennies du vingtième siècle?⁵⁶

Les circonstances entourant la formation des locaux de l'AIM aux États-Unis et au Canada étaient en effet de nature à faciliter une collaboration étroite entre vie familiale et vie syndicale. Avant que l'AIM ne soit en mesure d'embaucher des organisateurs permanents salariés, au tournant du siècle, l'organisation syndicale revêt une dimension familiale importante: le travail d'organisation reposait sur des travailleurs itinérants, les *boomers*, qui étaient hébergés de ville en ville chez leurs camarades machinistes.⁵⁷ A Toronto, a rapporté Minnie Singer, dans un contexte hostile à l'organisation de syndicats, les réunions syndicales avaient lieu chez les membres. Son époux, William F. Singer, était l'un des pionniers de l'AIM (local 235) à Toronto, et plusieurs réunions se sont tenues chez elle.⁵⁸ La présence

⁵⁴ *MMJ*, janvier 1954. Une membre de Stratford disait par exemple: "When I went into the chair they never had joint installations, ... so we had the first one." (Strat 6: 1946).

⁵⁵ Pour plus de détails, voir Murray, "A la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes," 100-2.

⁵⁶ Il est bon de rappeler que cette analyse s'applique particulièrement au cas de la Ligue de l'AIM. L'expérience de groupes d'épouses de mineurs a démontré récemment (en 1978 et en 1983-86) que le mouvement syndical a toujours besoin de l'appui des épouses et de la communauté. Ces épisodes récents de collaboration entre travailleurs et épouses ont eu lieu dans des circonstances particulières, telle que lors de grèves dans des villes à industrie unique. Voir Lane, "Wives Supporting the Strike," et Aulette et Mills, "Something Old, Something New."

⁵⁷ Voir H.A. Logan, *Trade Unions in Canada* (Toronto 1948), 53 et 1888-1963, *75 Years of Machinist History*, AIM, s.d., FJC. Selon David Montgomery, une certaine professionnalisation de l'AIM se produit au tournant du siècle, alors que le syndicat est en mesure d'embaucher des organisateurs permanents salariés. Voir *Workers' Control in America* (Cambridge 1979), 63-4.

⁵⁸ *MMJ*, mai 1938.

d'organisateurs dans les foyers donnait ainsi une dimension familiale à la lutte syndicale:

The family heard, asked questions, knew of the difficulties in railroad work and the many advantages to be gained through this new organization: the International Association of Machinists. This was a family affair. Hope was aroused for better things for all.⁵⁹

Il est probable que les épouses, en retour, en raison de la réalité du salaire familial, aient porté un intérêt marqué à l'amélioration des conditions salariales et de travail du gagne-pain familial.⁶⁰ Selon Alice Henry, contemporaine de l'époque où les auxiliaires étaient en plein essor, les épouses sont directement concernées par les arrêts de travail du mari:

In every strike and lockout, in every wage cut, it is the woman at home who pays a large proportion of the price, in an empty coalbox, a shortage of milk for the baby, of clothes and of shoes for the children and herself.⁶¹

Arja Lane, membre du comité d'épouses formé lors de la grève de Sudbury en 1978, a aussi souligné les liens d'ordre économique et personnel qui unissent la ménagère au travail de son mari: "I may not have had a union card in my wallet, but the quality of my life and work depended largely on how things went with him at work.... When he went on strike, he took me on strike too."⁶² Relatant les circonstances entourant la formation de la Ligue de l'AIM en 1905, l'éditeur du *Journal* écrivait:

The premise was that the wife and mother had to face the bad times and figure a way out so that the family treasury stretched enough to meet the need; therefore, she had the right to know what was happening and to have some say in the method of attack.⁶³

En 1924, une auxiliaire canadienne était on ne peut plus explicite à ce sujet: "Every woman should try to obtain as much knowledge as possible pertaining to labor.

⁵⁹*Your Auxiliary News*, avril 1963, FJC.

⁶⁰Le concept de salaire familial a représenté une des revendications majeures des organisations syndicales de l'époque. Il s'agissait d'assurer au gagne-pain familial (l'homme) un revenu suffisant pour faire vivre la famille et ainsi éviter le travail des femmes mariées. Cet idéal, partagé par plusieurs femmes de classe ouvrière, a eu plusieurs conséquences néfastes pour les femmes: entre autres, de perpétuer une relation de dépendance pour les femmes mariées et de dévaluer davantage le travail salarié des femmes. Pour un aperçu des débats à ce sujet, voir Martha May, "Bread Before Roses: American Workingmen, Labor Unions and the Family Wage," dans Milkman, *Women, Work and Protest*, 1-21.

⁶¹Henry, *Women and the Labor Movement*, 104.

⁶²Lane, "Wives Supporting the Strike," 323. Voir aussi Luxton, "From Ladies' Auxiliaries to Wives' Committees," 334.

⁶³*MMJ*, juin et juillet 1889, cité dans "We Are Proud of Our Ladies."

Remember it is the backbone of our home and ... should be of vital importance to the women in the working class."⁶⁴

Au Canada, l'organisation des locaux d'auxiliaires s'est faite avec la coopération étroite des organisateurs, agents d'affaires et officiers de l'AIM.⁶⁵ A Moncton, par exemple, les membres de l'exécutif de l'AIM ont présidé aux deux premières réunions devant mener à la formation du groupe d'épouses.⁶⁶ Minnie Singer, une des fondatrices du local de Toronto, a également souligné la collaboration des représentants du syndicat lors de l'organisation de leur local.⁶⁷ A plusieurs reprises, par contre, en tant que responsable de l'organisation des locaux d'auxiliaires au Canada, elle a déploré un manque de collaboration de la part des syndiqués. Plusieurs de ses remarques font référence à la perception qu'avaient les syndiqués du rôle et de la place des femmes dans la société. "Don't feel, brother machinists, that your ladies will become coarse or unladylike if they become members of our organization." Ou encore, "The man who thinks his wife's place is always in the home requires a change of mind."⁶⁸ Cette attitude n'était-elle pas fort semblable à celle manifestée à l'égard des travailleuses? Comme plusieurs études l'ont déjà démontré, l'attitude des travailleurs syndiqués à l'endroit des travailleuses se caractérise pendant une bonne partie du vingtième siècle par une indifférence à leur égard, par une incompréhension face à leurs besoins spécifiques et par la conviction que les femmes sont par nature des êtres faibles, essentiellement liés à l'univers domestique. Mais, comme l'a souligné très justement Ruth Frager, à ce sexisme certain des syndicats de métier, se joignent des épisodes de collaboration où, sur la base d'intérêts communs, les hommes ont appuyé la lutte des travailleuses. Cette "ambivalence fondamentale" des syndiqués à l'égard des travailleuses, décrite par Frager, semble refléter les relations également ambiguës entre les machinistes et le groupe des épouses.⁶⁹

En dépit des difficultés rencontrées, le contexte social et politique dans lequel le mouvement syndical a évolué jusqu'à la fin des années trente a rendu l'appui

⁶⁴ *MMJ*, juillet et octobre 1924. Voir aussi *MMJ*, août 1927 et avril 1928.

⁶⁵ On note également la collaboration active de P.J. Conlon, premier vice-président de l'AIM, à la formation de la Ligue au congrès de Boston en 1905. Voir *MMJ*, novembre 1905 et "We are Proud of Our Ladies," *MMJ*, septembre 1950.

⁶⁶ *pv* Moncton, FVB, 7 mars et 23 avril 1908. Voir aussi 16 juin 1909.

⁶⁷ *MMJ*, octobre 1929 et mai 1938.

⁶⁸ *MMJ*, juin 1918 et septembre 1926. Voir aussi octobre 1918, septembre 1923, avril 1926, janvier 1928, août 1936. D'autres vice-présidentes aux États-Unis ont exprimé des critiques semblables. Voir *MMJ*, juillet 1918, juillet 1919, juin 1939.

⁶⁹ Dans l'historiographie américaine, Alice Kessler-Harris offre une étude raffinée du sexisme des syndicats de métier dans "Where are the Organized Women Workers?" dans N.F. Cott et E.H. Pleck, dir., *A Heritage of Her Own* (New York 1979), 343-67. Ruth Frager présente une bonne synthèse des études canadiennes sur cette question dans "No Proper Deal: Women Workers and the Canadian Labour Movement, 1879-1940" dans Brisikin et Yanz, *Union Sisters*, 44-63. Voir également la critique de Bettina Bradbury à ce sujet dans "Women's History and Working-Class History," 32-4.

des épouses structurellement significatif. Telle a été du moins la perception des membres de la Ligue. Rappelant les conditions de travail qui avaient été celles des machinistes à l'emploi du Canadien Pacifique à Montréal, dans les années vingt et trente, une membre des auxiliaires dont la mère avait été l'une des fondatrices du local montréalais, insiste sur le rôle crucial que jouaient les épouses et les filles des travailleurs syndiqués à cette époque:

You see, the way I remember it ... if any of my family would have been sick or anything, or supposed ... my father get laid off of work, then we would take up collections, and helped them, or if a husband get killed, the family were helped until they got on their feet.⁷⁰

Ce témoignage illustre bien les fonctions de filet de sécurité que les auxiliaires assumaient avant qu'un syndicat fort ne soit en mesure d'offrir à ses membres une sécurité d'emploi, des compensations aux familles des travailleurs en cas de perte d'emploi ou d'accident de travail, et avant que l'État n'intervienne de manière significative en matière de sécurité sociale. Au cours des années de dépression, il est probable que ce besoin ait été exacerbé et que la communauté machiniste ait constitué l'un des supports disponibles aux familles dans le besoin. Une auxiliaire du local de Stratford corrobore cette hypothèse, racontant ainsi le rôle que jouaient ses prédécesseures: "... this was way before my time. This was in the depression, they told me that ... the women [of the auxiliaries] would go around and collect from everybody something to send to the families."⁷¹

Plusieurs ex-membres de la Ligue qui se sont jointes à la fin des années trente et au cours des décennies suivantes ont exprimé très clairement en entrevue le sentiment que le mouvement ouvrier, et en particulier l'AIM, n'avait "plus besoin d'elles." "We didn't have that much reasons ... to do too much union work," affirme l'une d'elles.⁷² "Working conditions for the machinists improved and the men's lodges became stronger and less reliant on the support of the ladies' lodge...."⁷³ Après la Deuxième Guerre mondiale, il devenait plus facile pour l'AIM et les familles de machinistes de se passer d'une organisation comme la Ligue auxiliaire.

Dans le contexte de prospérité que connaît l'économie canadienne, de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années cinquante, le mouvement syndical canadien subit en effet d'importantes transformations.⁷⁴ Alors que

⁷⁰Mtl 5: 1927.

⁷¹Strat 6: 1946.

⁷²Strat 3: 1934. Voir aussi Strat 6: 1946: "The only action that we were in was when they were on strike. There was never any reason for us women to be involved ..." et Strat 2: 1937: "I joined [in 1937] because I thought it was the right thing to do, at the time.... And I encouraged George to keep up his interest in it, because it is a good thing to have a union. And we needed it in those days, we really needed it. But they are getting so strong, I mean ..."

⁷³NB 3: 1963.

⁷⁴Pour une analyse de l'essor économique d'après-guerre, voir Paul Phillips et Stephen Watson, "From Mobilization to Continentalism: The Canadian Economy in the Post-Depres-

l'industrie canadienne fonctionne à plein rendement pour rencontrer la demande résultant de l'effort de guerre, le mouvement syndical affiche une forte combativité et accroît de façon considérable son nombre d'adhérents.⁷⁵ A l'occasion de grandes grèves menées au lendemain de la guerre, il enregistre des acquis importants, en termes de reconnaissance et de sécurité syndicale, modifiant considérablement le rapport de force en sa faveur.⁷⁶ A la suite de ces gains, les années cinquante constitueront pour le mouvement syndical une période de consolidation. Wayne Roberts et John Bullen estiment qu'au cours des années cinquante, la situation des travailleurs syndiqués a changé de façon importante: la semaine de travail a été réduite à quarante heures, les salaires réels ont augmenté significativement, et les congés payés, les pensions, l'assurance-hospitalisation sont devenus des items familiers dans le contenu des conventions collectives.⁷⁷ Le mouvement ouvrier organisé réussit donc à assurer à ses membres et à leur famille un revenu respectable.

Ces conditions générales trouvent écho de façon particulière au sein de l'Association internationale des machinistes. Dans son histoire de l'AIM, Mark Perlman considère la période 1938-1948 comme un tournant majeur pour ce syndicat. Alors que l'AIM avait regroupé les travailleurs essentiellement sur une base de métier, elle commence, à la fin des années trente, à recruter des membres sur une base industrielle, ce qui lui permet de rejoindre une main-d'oeuvre plus diversifiée, de grossir considérablement ses rangs, et de s'imposer de plus en plus comme une force majeure.⁷⁸ En parallèle, l'État canadien s'engage dans tous les

sion Period," dans Michael S. Cross et Gregory S. Kealey, dir., *Modern Canada, 1930-1980's* (Toronto 1984), 29-33.

⁷⁵Les effectifs du Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC-AFL) font plus que doubler entre 1938 et 1946, alors que le nombre des membres de la nouvelle centrale, le Congrès canadien du travail (CCT-CIO), triple entre 1940 et 1946. Palmer, *Working-Class Experience*, 236-41.

⁷⁶On note à ce titre l'adoption de la Formule Rand qui, en guise de règlement à un conflit chez Ford à Windsor en 1946, reconnaissait au syndicat le droit de percevoir les cotisations à la source (Palmer, *Working Class Experience*, 236-42). Voir aussi Wolfe, "The Rise and Demise of the Keynesian Era in Canada: Economic Policy, 1930-1982," dans Cross et Kealey, *Modern Canada, 1930-1980*, 55-6. En 1944, l'État canadien avait garanti le droit à l'organisation syndicale et à la négociation collective, établissant les procédures de reconnaissance syndicale par vote majoritaire et définissant une série de pratiques illégales en relations industrielles. Cette mesure de temps de guerre sera remplacée en 1948 par la "Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes relatives aux différends de travail" (Palmer, *Working-Class Experience*, 237-8).

⁷⁷Wayne Roberts et John Bullen, "A Heritage of Hope and Struggle: Workers, Union, and Politics in Canada, 1930-1982," dans Cross et Kealey, *Modern Canada, 1930-1980*, 125-6.

⁷⁸Perlman, *The Machinists*, 125-7. Au niveau nord-américain, l'AIM passe de 185 000 membres en 1940 à 750 000 membres en 1944. Bien qu'ayant subi une baisse lors de la reconversion à l'économie de paix, la croissance de l'AIM, à partir de la Deuxième Guerre mondiale, reste tout de même indéniable. En 1962, elle comptait 800 000 membres (AIM, *1888-1963, 75 Years of Machinist History*, s.d., FIC). Au niveau canadien, avec ses quelques 50 000 membres en 1944, l'AIM se classe parmi les principaux syndicats affiliés au CMTC

secteurs de la société, procurant les premières mesures de sécurité sociale en 1944.⁷⁹

A la fin des années trente, la Ligue auxiliaire de l'AIM se trouve donc face à un défi de taille: perpétuer et légitimer son existence. Deux avenues s'ouvriront. La lutte dans le domaine de la consommation représente un premier champ d'intervention. A plusieurs reprises au début du siècle, la Ligue s'était associée à d'autres groupes d'épouses de travailleurs syndiqués dans le but de promouvoir les produits de fabrication syndicale.⁸⁰ A la fin des années trente, la Ligue intervient plus activement dans ce domaine en mettant sur pied en 1939 un département spécial ayant pour objectif de centraliser et de diffuser l'information sur les produits à acheter ou à boycotter.⁸¹ Domaine incontestablement féminin, le "pouvoir d'achat" de la consommatrice est présenté comme une contribution spécifique des femmes au mouvement ouvrier.⁸² Il constitue donc une base de légitimité essentielle pour les auxiliaires. Mais de façon plus importante encore, les services à la communauté ont représenté la raison d'être essentielle du groupe dans les années d'après-guerre.

Au cours des années de guerre, la plupart des locaux canadiens ont consacré l'essentiel de leurs activités à l'effort de guerre, amassant des fonds pour la Croix-Rouge et l'Armée-du-Salut, achetant des "bons de la victoire," faisant des collectes de denrées.⁸³ Dans les années 1950 et 1960, les auxiliaires ont continué

(Logan, *Trade Unions in Canada*, 124). Une des percées importantes de l'AIM à partir de la guerre se fera dans le domaine de l'avionnerie, d'où le changement de dénomination adopté par le syndicat en 1965: l'Association internationale des machinistes et des travailleurs en aéronautique (AIMTA) (Jean-François Cardin et Jacques Rouillard, *Guide des archives des unions internationales à Montréal* [Montréal 1987], 202.)

⁷⁹Celles-ci visent à assurer un revenu minimum aux individus qui ne peuvent subvenir à leurs besoins, soit pour des raisons d'âge, de manque d'emploi ou d'accident de travail (Wolfe, "The Rise and Demise of the Keynesian Era in Canada," 46-55).

⁸⁰La Ligue participe à une association réunissant 50 groupes d'auxiliaires de la région de New York, en 1908 (*MMJ*, août 1908, avril et septembre 1909); à la "Woman's International Union Label League" (*MMJ*, octobre 1908); à "l'American Federation of Women's Auxiliaries of Labor," en 1937 (*MMJ*, juin 1937).

⁸¹L.A. de l'AIM, *History of the Ladies Auxiliary to the International Association of Machinists, 1905-1949*, FVB. De façon régulière à partir de 1939, un rapport du département de l'étiquette syndicale sera publié dans le *Journal*.

⁸²Voir entre autres cette déclaration de May Peake, présidente de la Grande Loge: "Women are beginning to realize that while it is a man's job to secure desirable conditions of employment in industry through organization, they also have a valuable contribution to make to their welfare, by directing the purchasing power for food, clothing and the supplies of the home to firms that manufacture union label products." (*MMJ*, décembre 1926 et juin 1926). Voir aussi *MMJ*, juin 1944, pour une déclaration similaire de la part d'une vice-présidente canadienne.

⁸³NB 2: 1939, *MMJ*, novembre 1939, juillet 1941, mars et juillet 1942, juillet 1943, juin 1944, janvier 1945.

d'afficher une présence active au sein de leurs communautés.⁸⁴ Entre 1945 et 1953, c'est par le biais d'une affiliation au Conseil des femmes de Moncton, une branche locale du Conseil national des femmes du Canada, que se fera principalement l'intervention communautaire des épouses.⁸⁵ De par la nature des interventions du Conseil des femmes de Moncton, entre 1946 et 1960, on peut, sans contredit, identifier ce groupe au féminisme dit maternel. Ainsi, tout en défendant les droits des femmes sur des questions telles que le droit de vote des femmes mariées aux élections municipales, ou la nomination de femmes à l'exécutif de différents organismes locaux, le Conseil s'est intéressé à des thèmes reliés plus spécifiquement aux responsabilités maternelles et domestiques. C'est dans cette voie qu'il met sur pied en 1949, une organisation réunissant parents et instituteurs — le "Home and School" — et qu'il se préoccupe de questions relatives à la hausse du coût de la vie. Par le biais de leur affiliation au Conseil des femmes, les auxiliaires ont été appelées à intervenir sur ces questions.⁸⁶

Alors qu'elles quittent le Conseil des femmes de Moncton en 1952, les auxiliaires ne cessent pas pour autant leur implication au sein d'associations à vocation communautaire: en 1953, par exemple, elles envoient une déléguée à la section de Moncton de l'Association canadienne pour les maladies mentales. En 1955, elles contribuent à une bourse destinée aux enfants de machinistes qui désirent poursuivre des études post-secondaires. Ainsi, par les thèmes sur lesquels elles interviennent, thèmes reliés aux domaines de la consommation, de l'éducation et de la santé, c'est bien en leur qualité de mères et de ménagères que les membres de la Ligue à Moncton s'impliquent au sein de leur communauté.⁸⁷

Les autres locaux canadiens semblent avoir eu des activités semblables. Une femme du local de Toronto souligne que "de 1949 à peut-être 1959, nous avons fait des contributions à la Société du cancer; nous avons donné des sommes importantes à différentes organisations qui en avaient besoin."⁸⁸ En 1963, tous les

⁸⁴Le seul local canadien de la Ligue pour lequel nous avons eu accès à des archives écrites pour la période 1940-1960 est le local de Moncton. Sauf quelques articles de journaux conservés par des membres du local de Stratford ("Scrapbook," FLM), les documents d'archives des autres locaux ont été détruits.

⁸⁵Formé en 1920, le Conseil des femmes de Moncton regroupe diverses associations féminines. Pour une description de ses activités et champs d'intérêts voir Moncton Council of Women, *Sharing Responsibility. Diamond Jubilee 1920-1980*, Moncton, 53 p. (document conservé à l'Université de Waterloo). Pour la période 1946-1960, voir 33-9.

⁸⁶PV, Moncton, 14 mai 1947, 8 décembre 1948, 12 janvier 1949, 9 mars 1949, 13 septembre 1950. Voir aussi le rapport du local de Moncton au congrès de la Ligue auxiliaire de l'ADM, 1949, "Scrapbook," FVB.

⁸⁷PV, Moncton, 8 avril 1953, 13 janvier 1954, 12 janvier 1955, 9 février 1955, *MMJ*, juillet-août 1955. Les auxiliaires fourniront des fonds pour la bourse au moins jusqu'en 1972 (PV, Moncton, 26 avril 1972).

⁸⁸Tor 2: 1949 (traduction de l'auteure). Voir aussi *Your Auxiliary News*, avril et juillet 1963, FIC.

locaux rapportent avoir contribué à des "causes charitables" et avoir effectué des "services à la communauté" au cours des dernières années. A Montréal, on souligne avoir effectué des visites aux vétérans et fait des dons de jouets à des enfants dans le besoin.⁸⁹ A Stratford, les auxiliaires versent des fonds pour une colonie de vacances, elles aident des familles en difficulté, rendent visite à des personnes âgées, contribuent à la Société du cancer et participent au Conseil des services sociaux de la municipalité.⁹⁰ J'insiste encore sur le fait que les interventions des auxiliaires se sont faites dans des domaines essentiellement reliés à des responsabilités reconnues comme étant féminines: soins aux enfants, aux personnes âgées et aux malades. L'histoire de la Ligue est étroitement liée aux changements qui affectent l'AIM à la même époque.

A partir de la deuxième guerre mondiale, alors que l'État s'impose comme intervenant majeur dans le domaine des relations de travail, l'AIM se trouve forcée de soigner son image publique. Alors qu'elle atteint un sommet en terme de nombre de membres et qu'elle se trouve financièrement bien portante, elle fait régulièrement des dons à des sociétés de charité telles que la Société de recherche sur le cancer, la Croix-Rouge et la "Guiding Eyes" (une association pour les aveugles).⁹¹ Les services à la communauté font partie intégrante de ce lobby politique.

Aux plus hauts échelons de la hiérarchie syndicale, on attribue un rôle essentiel aux auxiliaires dans la mise en oeuvre de cette nouvelle politique d'image publique. En effet, les dirigeants syndicaux reconnaissent et affirment sans ambages que cet aspect de l'action syndicale est particulièrement adapté aux femmes qui, à titre de mères et épouses, sont "plus près" de ces questions. Dans un article portant sur "Les femmes et le service à la communauté" paru dans le journal officiel de la Ligue auxiliaire de l'AIM, le directeur du département des services à la communauté de l'AFL-CIO explique que c'est dans le domaine des relations personnelles et familiales que les femmes sont, à son avis, le plus nécessaire: "The happiness of the home, the welfare of the children, sickness or health, life and death — these moments of truth in man's round on earth — have always touched deeply woman's heart and soul, particularly in her roles as wife and mother." Par extension, elles auraient donc un rôle précis à assumer dans le domaine des services à la communauté: "It is here, in this area, where AFL-CIO women and their auxiliaries

⁸⁹ Comme le local de Montréal est composé presque exclusivement d'anglophones, on peut supposer que c'est au sein de la communauté anglophone que les auxiliaires sont intervenues, bien que nous ne disposions pas d'information spécifique à ce sujet. La même hypothèse s'applique pour les localités de Moncton et de North Bay qui comptent des communautés francophones importantes.

⁹⁰ Voir les coupures de presse en date de décembre 1953, du 3 mai 1954 et du 4 octobre 1954 ("Scrapbook," FLM).

⁹¹ Comme le résume Perlman: "A good press made for congressional friends, and congressional friends could put pressure on the NLRB. Consequently more and more attention was paid to public relations matters" (*The Machinists*, 125-36).

are needed. It is here where they can be most helpful — in union counselling, with consumer programs, in blood banks, in fund-raising for worthwhile agencies, as volunteers, in disaster services....”⁹² A l’instar des représentants syndicaux, la présidente de la Ligue auxiliaire de l’AIM juge que c’est en vertu de leurs qualités maternelles intrinsèques que les femmes ont un rôle spécifique à jouer dans ce domaine. En décrivant le nouveau comité de la Ligue chargé de promouvoir les services à la communauté en 1960, elle souligne en effet que: “Women have more time and are more effective in these programs because of their maternal instinct and the desire to help -- so they are most valuable to the Labor Movement.”⁹³ La référence à “l’instinct maternel” illustre bien les limites idéologiques d’un groupe tel que la Ligue.

Contrairement au discours officiel cependant, et bien que tous les locaux canadiens aient été activement impliqués dans des services à la communauté, les membres qui se sont jointes au regroupement après la guerre ne situent aucunement ce volet majeur de leurs activités dans le cadre de la lutte syndicale. Alors qu’elles rapportent avoir été actives dans les années 1950 et 1960, effectuant une part non négligeable de ce “service à la communauté” central à la stratégie syndicale d’après-guerre, elles déplorent du même souffle le fait que le syndicat n’ait plus eu besoin d’elles: “I don’t know whether [we] were such a help to [the men], we stood behind them if they needed help, but they didn’t seem to need it too often.... We helped more outside than the union seemed to need our help, I suppose you can put it that way.”⁹⁴

Le sentiment d’appartenance au mouvement syndical et ouvrier qu’ont exprimé les épouses dans les années d’après-guerre est nettement plus ambigu que ce qu’il était dans les années vingt. En analysant la distance qui s’est graduellement installée entre les machinistes organisés et leurs épouses à partir des années trente, j’ai souligné la nécessité de considérer les changements structurels qui affectent l’ensemble du mouvement syndical. Cette approche a l’avantage supplémentaire de relativiser la signification que l’on accorde, dans l’explication des phénomènes sociaux d’après-guerre, à la préoccupation croissante de la part des femmes pour les questions d’ordre familial et domestique. Or il est important de ne pas confondre cette mise à distance des épouses de la lutte syndicale à un soi-disant confinement des femmes au foyer.

Dans son histoire du mouvement ouvrier canadien, Bryan Palmer se fait le porte-parole de ce type d’interprétation. Citant, d’une part, le phénomène de participation transitoire des femmes au marché du travail, dont les moments

⁹²*Your Auxiliary News*, juillet 1965, FIC.

⁹³L.A. de l’AIM, *Proceedings of the Seventeenth Convention*, 1960, FIC. Notons qu’en 1956, la Ligue avait ajouté un article à la constitution stipulant parmi ses objectifs: “To stimulate and encourage participation and interest in Community Services” (L.A. de l’AIM, *Constitution*, 1956, FIC.)

⁹⁴Strat 7: 1938.

d'insertion et de départ répondent aux priorités familiales, et d'autre part, l'importance que les ménagères des années cinquante ont accordé aux nouveaux biens de consommation devant "moderniser" le travail domestique, Palmer affirme que: "These tendencies, in conjunction with the rapid dismantling of employment opportunity and childcare facilities in the aftermath of World War II, suggest that in the 1940s and 1950s women retreated into the nuclear family." Cette préoccupation croissante pour la famille, continue-t-il, aurait mené entre autres à un désintérêt des femmes à l'égard du syndicalisme. Comme on le note dans cet extrait où il parle des travailleuses, Palmer y voit un lien de cause à effet direct: "... women conceived of themselves as a transient, family-oriented stratum of the labour force. Their concern with the social aspects of collectivity and working-class solidarity in general, and unionism in particular, was *correspondingly* diminished."⁹⁵

Faisant par la suite référence aux ménagères de la petite communauté de Flin Flon (Manitoba) que Meg Luxton a étudiées, Palmer juge que le développement de liens étroits entre femmes, tissés autour du travail domestique (donc, touchant de près la famille et le domaine de la consommation), aurait atténué la perception qu'ont les femmes des distinctions de classes:

In Luxton's study of Flin Flon, it is not so much a sense of class that emerges from her "second generation" of housewives, establishing their families during the 1940s and 1950s. Rather, it is the development of a community of women that is most visible. Their ties to each other, ... were ultimately forged within a family mediated by the realities of working-class life, but affected deeply by changing patterns of consumption that blurred class distinctions.⁹⁶

Comme l'expérience des auxiliaires au cours de la première décennie du vingtième siècle le révèle, la préoccupation pour des questions d'ordre familial n'est en rien incompatible avec un engagement syndical de la part des femmes. Le contexte des années cinquante est sans doute fort différent et il est possible, comme le souligne Palmer, qu'on assiste à un désintérêt chez les femmes de classe ouvrière pour la cause syndicale. Dans le cas de la Ligue auxiliaire de l'AIM, on note effectivement que les épouses ont perçu un éloignement entre leur groupe et celui des syndiqués. Mais il me semble que les causes et les conséquences de ce phénomène doivent être considérées avec plus d'attention. Alors que justement les épouses croient que l'AIM "n'a plus besoin" d'elles, elles ne s'en retournent pas tranquillement à la maison. La coupure qui s'établit entre activités syndicales d'une part, et vie communautaire et familiale d'autre part, n'a pas pour cause, ou pour

⁹⁵Palmer, *Working-Class Experience*, 273. Il fait ici référence à l'étude de Gail Cuthbert-Brandt, "'Weaving it Together': Life Cycle and the Industrial Experience of Female Cotton Workers in Quebec, 1910-1950," *Labour/Le Travailleur*, 7 (1981), 113-125 et à celle de Meg Luxton, *More Than a Labour of Love. Three Generations of Women's Work in the Home* (Toronto 1980). L'italique a été ajoutée.

⁹⁶Palmer, *Working-Class Experience*, 274.

conséquence, le retour des femmes au foyer. Ne trouvant plus de raison d'être dans le mouvement syndical, l'implication publique des épouses a changé de forme. Dans un contexte où les syndicats prennent l'allure d'institutions bien implantées, aptes à assurer une certaine sécurité à leurs membres, et à une époque où l'État garantit aux familles un minimum de sécurité sociale qui n'existait pas avant la guerre, une organisation comme celle des épouses dont un des rôles était d'assurer un soutien aux syndiqués et à leurs familles doit nécessairement se réajuster. Compte tenu du fait que, comme nous l'avons vu, le type d'activités entrepris par les auxiliaires s'insère parfaitement dans la stratégie syndicale de l'AIM après la Deuxième Guerre mondiale, ce sentiment d'éloignement exprimé par les membres des locaux canadiens de la Ligue est doublement intéressant. S'il y a eu effectivement atténuation de la perception des distinctions de classes chez les femmes de classes ouvrières après la guerre, comme le propose Palmer, les causes ne résident pas simplement, à mon avis, dans un soi-disant retrait au sein de la famille nucléaire. Lors de futures recherches, les changements qui ont affecté l'ensemble de la classe ouvrière — hommes et femmes — devront être pris en compte.

Conclusion: Au-delà de l'étiquette d'auxiliaire

DANS CET ARTICLE, j'ai tenté d'aller au-delà de l'étiquette d'auxiliaire en démontrant, dans un premier temps, les diverses fonctions qu'ont jouées les activités à caractère social: parties de cartes, danses, piqueniques et fêtes pour enfants. En consacrant une partie importante de leur temps et de leur énergie à ce type d'activités, les membres de la Ligue auxiliaire de l'AIM ne se sont pas "confinées" à des activités triviales; elles se sont au contraire constituées des lieux de conscientisation et d'éducation politique. Faisant plus que "remplir l'estomac des syndiqués," la Ligue a participé activement à la politique électorale au cours des années vingt et trente. Sur ce terrain, les ménagères ont rencontré plusieurs difficultés: en raison de leurs responsabilités domestiques et d'une absence de tradition de participation, elles n'ont eu ni le temps, ni la légitimité, ni l'expérience nécessaires pour devenir des participantes de plein droit.

Mais, si l'on veut rendre justice à la contribution des ménagères au mouvement ouvrier ou inversement, comprendre les circonstances historiques pouvant expliquer les difficultés qu'elles ont rencontrées, il faut aller plus loin. Jusqu'à présent, pas plus que les épouses elles-mêmes, je n'ai remis en question le terme qui sert à les identifier. Or, illustrer l'importance de ces groupes en restant dans le cadre du discours historique actuel rend la réévaluation insuffisante. En tant qu'"auxiliaires" les épouses paraissent constituer un peu plus qu'une organisation de service, mais un peu moins qu'une organisation participant de manière autonome et légitime au mouvement syndical. Pour réellement dépasser l'étiquette d'auxiliaire peut-être faut-il remettre en question la définition même de ce qui est principal et essentiel, de ce qui est accessoire? Peut-être faut-il exposer les failles d'un type d'analyse

qui privilégie certains lieux et formes de militantisme? Enfin peut-être faut-il s'attarder sérieusement au caractère sexué des pratiques syndicales et politiques?⁹⁷

L'expérience de la Ligue auxiliaire de l'AIM illustre la multiplicité des stratégies mises à la disposition du mouvement ouvrier depuis la fin du dix-neuvième siècle: des parties de cartes aux fêtes pour enfants, en passant par les grèves, la promotion des produits de fabrication syndicale et les services à la communauté. Elle met en lumière diverses formes de militantisme; elle met en scène différents personnages: travailleurs, travailleuses, mais également ménagères et mères de familles. L'analyse de la lutte ouvrière s'en trouve modifiée.

Dans une analyse récente de la lutte syndicale dans le domaine de la consommation, Dana Frank explore une piste théorique qui est, à mon avis, fondamentale dans notre réévaluation des pratiques du mouvement ouvrier organisé nord-américain. L'auteure critique l'analyse de la participation des femmes au mouvement ouvrier qui, jusqu'à récemment, a privilégié les luttes centrées sur le lieu de production.⁹⁸ Elle confronte la définition même des luttes ouvrières, pour inclure les activités reliées au champ de la consommation: promotion des produits de fabrication syndicale, boycotts et coopératives.⁹⁹ Bien que ne touchant qu'à un

⁹⁷Joan W. Scott offre à mon avis une critique fort convaincante du caractère sexué des catégories d'analyse utilisées par les historiens de la nouvelle histoire ouvrière. Voir "Women in The Making of the English Working Class," et "On Language, Gender, and Working-Class History," dans *Gender and the Politics of History* (New York 1988), 53-90. Comme le démontrent les travaux de Dana Frank, l'approche post-structuraliste dont Scott s'inspire, fort controversée au sein des milieux historiens, ne constitue pas la seule voie pour mener à ce genre de révision. Pour un aperçu des débats suscités par Scott et l'école post-structuraliste, voir "Response to Joan Scott," par Bryan D. Palmer et Christine Stansell, *International Labor and Working-Class History*, 31 (1987), 14-29; B.D. Palmer, *Descent into Discourse* (Philadelphia 1900); Jane Caplan, "The Point Is to Change It," *The Nation*, 13/20 août 1990, 173-5; Mariana Valverde, "Poststructuralist Gender Historians: Are We Those Names?" *Labour/Le Travail*, 25 (1990), 227-36.

⁹⁸Elle cite entre autres l'influente anthologie de Ruth Milkman, *Women, Work and Protest* (Boston 1985), dans laquelle tous les épisodes analysés concernent la participation des femmes aux grèves, les leurs, lorsqu'elles sont travailleuses salariées, ou celles de leurs conjoints ou parents en tant qu'auxiliaires. Voir Frank, "The Labor Woman Fights At the Point of Consumption: Gender, Consumer Organizing, and the Seattle Labor Movement, 1919-1928," communication présentée à *The Seventh Berkshire Conference on Women's History*, Wellesley, Massachusetts, 21 juin 1987, 2. Une critique similaire peut être adressée à l'analyse des femmes dans le mouvement ouvrier canadien (voir Briskin et Yanz, *Union Sisters*).

⁹⁹Il est important de souligner que les activités liées au champ de la consommation, telles que les définit Frank, sont essentiellement politiques: le domaine de la consommation est défini comme un lieu de lutte de classes, et les stratégies adoptées (boycott, etc.) impliquent que les individus modèlent leurs comportements de consommation selon des buts explicitement politiques. L'expression "shopping as social change" résume bien la portée de ce type

aspect de l'implication militante des ménagères telle qu'illustrée dans le cas des épouses des machinistes, cette révision en appelle à une plus grande souplesse dans la façon de considérer les différentes stratégies adoptées par le mouvement ouvrier et syndical. Elle met en évidence la nécessité de considérer les rôles des hommes et des femmes que ces stratégies impliquent. Comme le décrit Frank:

In other words, a wide range of types of organizational strategies have historically been available to the U.S. working class, some based on production, some on consumption, some based on a combination of both, and each casting gender roles in a different mold. The choice of which of these strategies to employ, and, on a city-wide basis, the *mix* between them, determined, in part, the relations between women and men in the class movement. And conversely, the relations between women and men in the movement at a given moment shaped the tactics collectively chosen.¹⁰⁰

Les historiennes et théoriciennes socialistes-féministes l'ont déjà souligné: l'analyse de la "classe ouvrière" ne peut aspirer à la "totalité" que si l'on considère l'expérience des femmes qui ne participent pas au marché du travail mais dont le "travail" est néanmoins affecté par le marché. Leur travail de reproduction et de consommation représente "l'autre côté de la médaille" et ne peut être dissocié du travail de production.¹⁰¹ Il en est de même du militantisme. L'analyse de l'implication des ménagères et des priorités qu'elles ont accordées historiquement à la dimension familiale et communautaire doit être sérieusement prise en compte.

d'analyse. Voir "At the Point of Consumption, Seattle Labor and the Politics of Consumption, 1919-1927," (Thèse de PhD, Histoire, Université Yale, 1988), 13-6, 201.

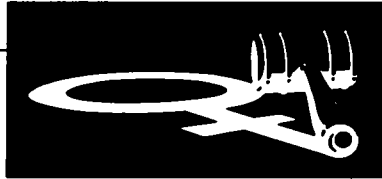
¹⁰⁰Frank, "The Labor Woman Fights at the Point of Consumption," 3-5.

¹⁰¹Pour une définition de la classe ouvrière telle que proposée par la nouvelle histoire, voir G.S. Kealey, "Labour and Working-Class History in Canada," 69. La littérature sur le travail domestique est abondante. Voir entre autres, Meg Luxton, *More Than a Labour of Love*, ch. 1 et Batya Weinbaum et Amy Bridges, "The Other Side of the Pay Check," *Monthly Review*, 28 (1976), 88-103.

Cet article est basé sur mon mémoire de maîtrise: "A la jonction du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes: la Ligue auxiliaire de l'Association internationale des machinistes, Canada, 1903-1980," (Thèse de MA, Université du Québec à Montréal, 1988). Une version intégrale du mémoire a été publiée dans la Collection études et documents du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ), numéro 3, 1990.

Je désire remercier Aline Charles, Nancy F. Cott, Ellen Jacobs, Lucie Piché, ainsi que les quatre évaluateurs et évaluatrices anonymes de la revue Labour/Le Travail pour avoir lu et commenté une version préliminaire. Lucie, Aline, de même que

Catherine Dana et Maria Watroba, ont porté une attention particulière à la forme. Les lecteurs et lectrices leur en seront grés. Enfin, cette étude a été en partie réalisée grâce à la collaboration d'ex-membres de la Ligue auxiliaire de l'AIM. J'adresse toute ma reconnaissance à Mesdames J. Conley, L. Mulholland et V. Byron qui ont mis à ma disposition des archives personnelles, de même qu'au Service des archives de l'UQAM qui a accepté d'acquérir le fonds.



Revue Femmes et Droit
Canadian Journal of Women and the Law

Seul périodique canadien consacré aux questions juridiques concernant les femmes

- Bilingue et multidisciplinaire
- 200-300 pages par numéro
- Les thèmes des numéros déjà parus : *La femme et la reproduction, La femme et la garde d'enfant, La femme et le droit pénale, La femme et le travail, Le défi constant de l'égalité.*
À venir : *La théorie et la pratique du droit, Regard sur le racisme*

ABONNEMENT ANNUEL (2 NUMÉROS)

- 69,55 \$ Institutions (TPS incluse)
42,80 \$ Particuliers (TPS incluse)
32,10 \$ Membre de l'Association nationale de la femme et le droit (TPS incluse)
21,40 \$ Étudiant-es ou personnes à faible revenu (TPS incluse)
26,75 \$ (1) seul numéro (TPS incluse)
(à l'extérieur du Canada : ajouter 7,50 \$)

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec la Direction de la RFD, 575, rue King Edward,
Ottawa (Ontario) K1N 6N5 (613) 564-5617 Télécopieur (613) 564-7190

Numéro TPS : R125513176